



# Bâtir la résilience pour un monde du travail plus juste

**RAPPORT ANNUEL**

**2023/2024**

# Table de matières

- 2 À propos de **WIEGO**
- 3 **Rétrospective** de l'année
- 4 **Victoires** des travailleuse•eur•s
- 8 Statistiques, recherches et analyses politiques : **le cœur de notre travail**
- 13 **Programmes clés** de WIEGO
- 14 Faits marquants des **Villes focales**
- 15 **Présence active de WIEGO** en 2023-2024
- 16 **Publications et ressources**
- 17 **Rapport financier** : exercice clos le 31 mars 2024

# À propos de WIEGO

**W**IEGO est un réseau mondial consacré à soutenir le mouvement des travailleuse-eur-s de l'informel, en particulier les femmes et les personnes démunies. Nous considérons que l'intégralité des travailleuse-eur-s doivent avoir les mêmes opportunités économiques, les mêmes droits et les mêmes protections.

Notre mission consiste à améliorer leurs conditions de travail et à mettre en question les systèmes à l'origine de la pauvreté, des inégalités et des injustices afin de bâtir un monde du travail plus juste.

## Les objectifs des efforts de WIEGO :

- Développer les recherches et les statistiques sur l'économie informelle.
- Promouvoir le changement à travers le plaidoyer en matière de politiques publiques.
- Soutenir les travailleuse-eur-s dans l'emploi de nos recherches et dans leurs efforts de plaidoyer en matière de politiques publiques.
- Construire leur voix collective en soutenant, en renforçant et en connectant les organisations de travailleuse-eur-s de l'informel.

Nos valeurs, centrées sur le respect, la solidarité, le soin et l'inclusion, façonnent la manière dont nous soutenons les travailleuse-eur-s de l'informel et dont nous servons le mouvement des travailleuse-eur-s en général.

*Photos de couverture: Après avoir fini les tâches ménagères, Chhoeut Loeut, de 54 ans, fabrique des manches à balai chez elle, comme ses collègues travailleuse-eur-s à domicile du district de Sangke, à Battambang, au Cambodge. Crédits: Aura Sevilla, WIEGO*

# Rétrospective de l'année

Organiser les travailleuses de l'informel pour qu'elles aient une voix, une visibilité et une validité est au cœur de tout ce que nous faisons à WIEGO. En ce sens, l'année 2023-2024 a été spéciale pour WIEGO et ses membres, les organisations de travailleuse-eur-s. Ensemble, nous avons célébré trois congrès internationaux en un an : celui de HomeNet International, celui de StreetNet International et celui de la Fédération internationale des travailleuse-eur-s domestiques.

Combien d'heures et de jours, de semaines et de mois ont été consacrés à ces événements historiques ! Ce fut l'occasion pour les représentant-e-s des travailleuse-eur-s de faire une pause dans leurs luttes quotidiennes et de ressentir pleinement l'extraordinaire pouvoir du collectif. Et les travailleuse-eur-s ont célébré avec plaisir et avec joie ! À leurs congrès respectifs, les travailleuse-eur-s ont élu leurs leaders, défini leurs priorités et tissé des liens autour d'une lutte commune pour la défense de leurs droits et de leur dignité. Les travailleuses représentent plus de la moitié des leaders élu-e-s dans les trois réseaux mondiaux.

Or, les défis à relever à leur retour dans leur pays d'origine ne sont pas des moindres. Tout d'abord, les produits de première nécessité sont devenus inaccessibles pendant et même après la pandémie et les prix continuent d'augmenter. Un grand nombre de travailleuse-eur-s ont du mal à payer leur loyer, leur nourriture, les frais de scolarité et les services de base. Ensuite, les inégalités se sont presque partout creusées et, dans plusieurs pays, les droits des travailleuse-eur-s ont régressé. Et puis les guerres qui se déroulent dans plusieurs régions du monde entraînent des souffrances et des difficultés indicibles pour des millions de personnes, y compris les travailleuse-eur-s.

En Inde, cette année, nous avons non seulement senti les effets de la hausse des prix, mais aussi des températures extrêmes liées aux changements climatiques. Pour les travailleuses de l'informel, gagner sa vie devient de plus en plus difficile.

Le rôle de WIEGO visant à relier les expériences des travailleuse-eur-s aux politiques mondiales qui les concernent n'a jamais été aussi important. Dans nos efforts pour faire face à l'inflation, aux inégalités, au changement climatique et à d'autres défis, nous trouvons la force et l'espoir dans la solidarité et l'action collective.

Nous vous présentons ce rapport sur nos progrès, tout en reconnaissant et en appréciant sincèrement les deux milliards de travailleuse-eur-s de l'informel qui sont le moteur de nos foyers, de nos communautés, de nos villages et de nos villes dans le monde entier.

En toute solidarité,

  
Mirai Chatterjee



Mirai Chatterjee  
Présidente du Conseil  
d'administration de WIEGO



Sally Roever  
Coordinatrice internationale  
de WIEGO

Il y a un an, WIEGO a adopté un nouveau plan stratégique quinquennal visant à renforcer et à rationaliser nos recherches et nos activités de plaidoyer en soutien aux organisations de travailleuse-eur-s. Nous avons maintenant commencé à mettre en œuvre ce plan en concentrant notre travail sur les thèmes urgents de la justice climatique, de l'inégalité et de la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle.

Les efforts pour remédier à l'impact du stress thermique sur les travailleuse-eur-s de l'informel en sont un exemple. Au Brésil, nous avons collaboré avec l'université de Sheffield pour cartographier les répercussions climatiques sur les récupérateur-eur-s de matériaux, aboutissant à un dialogue politique dans le cadre duquel le gouvernement s'est engagé à utiliser notre **calculateur de gaz à effet de serre**. Au Pérou, nous avons coopéré avec des vendeuse-eur-s de rue pour formuler des recommandations visant à prévenir les coups de chaleur. Ces projets, ainsi que d'autres au Ghana, au Sénégal, en Inde et ailleurs, ont étayé nos activités de plaidoyer à l'échelle mondiale pour une **Transition juste** en faveur des deux milliards de travailleuse-eur-s de l'informel du monde entier.

Pour faire reculer les niveaux historiques d'inégalité auxquels les travailleuse-eur-s font actuellement face, une action collective innovante s'impose. Nous avons la conviction que les modèles émergents de l'économie sociale et solidaire (ESS), qui privilégient les notions de solidarité et de communauté, représentent l'une de ces innovations. Cette année, nous avons **approfondi** notre compréhension des modèles d'ESS, contribué à un **séminaire** pionnier de StreetNet International sur les pratiques d'ESS, et étendu notre soutien aux coopératives de gestion des déchets au Sénégal, au Ghana, au Brésil et ailleurs.

En outre, nous avons davantage concentré notre action sur les voies pour la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle, et ce, en renforçant nos efforts pour contester les orthodoxies économiques traditionnelles. À cette fin, nous avons soutenu cette année des activités axées sur la relation entre la **protection sociale et l'informalité**, ainsi que sur la nécessité de **réorienter les débats** à ce sujet. Parallèlement à ces recherches, nous avons soutenu des voies pour la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle par une formation parajuridique pour les travailleuses domestiques au Zimbabwe, une formation en matière de protection sociale pour les travailleuse-eur-s à domicile au Laos, et un dialogue politique avec des travailleuse-eur-s pour débattre de la **crise du coût de la vie** en Thaïlande.

Nous restons toujours engagé-e-s à améliorer les statistiques officielles sur l'emploi informel en établissant des partenariats aux niveaux local, national et mondial. Cette dernière année a été importante sur le plan des statistiques internationales, puisque nous avons contribué à l'adoption des **normes statistiques révisées** pour la mesure de l'informalité par la Conférence internationale des statisticien-ne-s du Travail (CIST). Les conclusions de cette conférence permettront d'harmoniser les données nationales sur l'emploi informel et de les rendre plus représentatives de la réalité de l'emploi.

Dans cette dernière lettre sur le Rapport annuel que je rédige en tant que coordinatrice internationale de WIEGO, je tiens à exprimer ma profonde gratitude à la multitude de travailleuse-eur-s de l'informel – en particulier les femmes – qui ont joint leurs efforts à ceux de WIEGO au fil des ans. Nous sommes et serons toujours plus fort-e-s ensemble. Faire partie de ce mouvement a été un grand honneur.

En toute solidarité,

  
Sally Roever

# Victoires des travailleuse·eur·s

## Les travailleuses domestiques obtiennent de meilleures conditions de travail grâce à une formation à l'autonomisation juridique en Afrique

Dans de nombreux pays, les travailleuses domestiques rencontrent des difficultés pour dénoncer les violations de leurs droits du travail et demander réparation. Le manque de connaissances juridiques et les frais élevés des services juridiques posent des problèmes pratiques, tels que la reconnaissance des violations et la collecte de preuves. Par ailleurs, il est difficile pour les travailleuses domestiques de surmonter la crainte de représailles de la part de leur employeuse-ur, en particulier lorsqu'elles dépendent de celle-celui-ci pour leur logement et leur statut juridique.

Pour relever ces défis, WIEGO, en collaboration avec la Fédération internationale des travailleuse·eur·s domestiques (FITD), est en train de tester un programme de formation visant à doter les travailleuses domestiques de connaissances juridiques de base et de compétences connexes. Une fois formées, elles **aident leurs collègues à faire respecter leurs droits** en leur offrant des services parajuridiques par l'intermédiaire de leurs syndicats.

**Lessiwe Madhambi, travailleuse domestique et membre du Syndicat des travailleuse·eur·s domestiques et des branches connexes du Zimbabwe (ZDAWU), raconte ce que la formation a signifié pour elle.**



« J'ai commencé à travailler comme travailleuse domestique en 2021 et pendant trois ans, je n'ai pas eu de congés. Je ne savais pas qu'en tant que travailleuse domestique, j'en avais le droit. Grâce à ce programme de formation, j'ai compris que j'avais le droit à des congés. J'ai donc négocié mon congé avec mon employeur et j'ai obtenu deux mois de congé rémunéré correspondant aux trois années où j'ai travaillé à plein temps. Après la formation, je me suis sentie plus autonome et j'ai pris confiance en moi.

« Il y a dix travailleuses domestiques sur notre lieu de travail. Moi, j'ai demandé un équipement de protection pour nettoyer les salles de bains, et on l'a acheté uniquement pour moi. Alors je leur ai demandé d'acheter des sandales pour tout le monde. Ce programme m'a donc fait prendre confiance en moi, il m'a beaucoup aidée, et même mes collègues me font confiance maintenant. Quand elles rencontrent une difficulté, elles se tournent vers moi. Maintenant, je porte un masque et des gants, je ne crains plus les germes et de tomber malade. Nous en avons toutes. »



Lessiwe Madhambi, une travailleuse domestique membre du Syndicat des travailleuse·eur·s domestiques et des branches connexes du Zimbabwe (ZDAWU), sur son lieu de travail.  
Crédit photo : WIEGO

Travailleuses domestiques

# Victoires des travailleuse·eur·s

## Les travailleuse·eur·s à domicile améliorent leur accès à la protection sociale en Asie du Sud-Est

En partenariat avec HomeNet de l'Asie du Sud-Est (HNSEA), WIEGO a mené un projet de recherche visant à analyser la situation du dialogue social inclusif dans le cadre de la protection sociale dans la région. Le processus de recherche a été conçu de manière à renforcer les relations entre HNSEA, WIEGO et la réunion des hauts fonctionnaires du Travail (SLOM), une institution clé au sein de l'ANASE pour la concrétisation des droits du travail.

En collaboration avec HomeNet Laos et l'Organisation internationale du Travail (OIT), WIEGO a organisé une formation destinée aux leaders des travailleuse·eur·s à domicile pour leur permettre de reconnaître et de comprendre les droits à la protection sociale et de s'engager ainsi plus efficacement dans le processus de réforme de la protection sociale en cours dans le pays.

**Khanthone Phamuang, président de l'Association pour la conservation de l'environnement et le développement communautaire (ECCDA), et Lamphan Nanthapanya, directrice exécutive de l'Association pour le progrès des travailleuse·eur·s de l'informel (IWAA), expliquent ce que cette formation a apporté aux travailleuse·eur·s à domicile.**

« WIEGO aide les travailleuse·eur·s à domicile et les travailleuse·eur·s de l'informel à s'affilier au VSS [régime volontaire de sécurité sociale] et soutient HomeNet Laos pour lui permettre d'intervenir dans les réformes de la protection sociale au Laos et de les influencer. Après la formation, les leaders de HomeNet Laos étaient en mesure d'organiser des formations sur la protection sociale pour d'autres leaders et pour les travailleuse·eur·s à domicile dans les villages. Depuis, plus de personnes se sont affiliées au VSS. »

– Khanthone Phamuang

« La sensibilisation et la formation à la protection sociale des travailleuse·eur·s à domicile ont contribué à la diffusion de l'assurance sociale volontaire : environ 350 travailleuse·eur·s à domicile de plus ont pu obtenir des cartes d'assurance de sécurité sociale. »

– Lamphan Nanthanpaya



Lamphan Nanthanpaya, directrice exécutive de l'Association pour le progrès des travailleuse·eur·s de l'informel (IWAA). Crédit photo : Aura Sevilla, WIEGO

Travailleuse·eur·s à domicile

# Victoires

## des travailleuse·eur·s

### Les vendeuse·eur·s de rue en situation de handicap à Lima parviennent à faire annuler leur expulsion et une relocalisation inappropriée grâce au plaidoyer sur les médias

En mai 2023, des vendeuse·eur·s de rue en situation de handicap ont été expulsé·e·s de leur lieu de travail au cœur du centre historique et commercial de Lima, au Pérou, et relogé·e·s dans un espace alternatif improvisé à la périphérie de la ville. Les associations de vendeuse·eur·s de rue en situation de handicap et WIEGO ont montré aux journalistes que le nouvel emplacement n'était pas adapté aux personnes en situation de handicap, étant donné qu'il s'agissait d'un terrain en gravier où les fauteuils roulants ne pouvaient pas se déplacer. En outre, cette zone présentait un taux de criminalité élevé, n'était pas accessible en transports publics, ne proposait pas de clientèle appropriée pour les vendeuse·eur·s de rue et, d'ailleurs, les voisin·e·s s'opposaient à l'installation du site de vente.

Après une forte couverture médiatique, le maire a présenté des excuses publiques et a annulé l'expulsion, permettant ainsi aux vendeuse·eur·s de se réinstaller sur leur lieu de travail, bien que dans des conditions précaires et instables. WIEGO a conduit des recherches sur les conditions de travail et de vie des vendeuse·eur·s de rue en situation de handicap en 2023, dont les résultats seront publiés prochainement.

« Nous voulons simplement pouvoir travailler, dans l'ordre, la stabilité et le respect des réglementations formelles, et être convenablement traité·e·s par les fonctionnaires de la municipalité. Les membres de nos associations vivent avec des handicaps sévères et divers, même si certains handicaps ne sont pas évidents. D'autres membres travaillent comme vendeuse·eur·s de rue pour un·e enfant en situation de handicap dont elles·ils s'occupent. Nous devons toutes et tous faire face à des frais de travail quotidiens, que nos ventes soient bonnes ou mauvaises. Monter l'étal peut prendre deux heures à cause de notre handicap, et nous devons payer pour avoir de l'aide. Il y a aussi les coûts des traitements et des médicaments.

« Travailler comme vendeuse·eur·s de rue est difficile pour nous. Nous voulons présenter aux autorités notre projet de marché inclusif pour les vendeuse·eur·s en situation de handicap. Les expulsions qui ne sont pas précédées d'un dialogue approprié nous affectent toutes et tous et entraînent un gaspillage des fonds publics. Le dialogue est synonyme de réussite, et sans lui, il n'est pas possible de parvenir à un consensus pour améliorer le travail. Nous voulons échanger des idées, pour le bien de tout le monde. »

– Yngol Ramirez



Yngol Ramirez, président de l'Organisation sociale pour les personnes en situation de handicap (Santa Catalina), montre comment son fauteuil roulant se coince dans les graviers du site de relogement attribué aux vendeuse·eur·s du centre historique de Lima.  
Crédit photo : Myriam Arriola, WIEGO

# Victoires des travailleuse·eur·s

## Les récupératrice·eur·s de matériaux documentent leurs expériences face à la crise climatique pour renforcer leur dialogue avec les autorités locales au Brésil

Les récupératrice·eur·s de matériaux sont en première ligne de la lutte contre la crise climatique. S'il est bien connu que leur travail contribue à la préservation de l'environnement, nous en savons moins sur les risques rencontrés sur le lieu de travail et à la maison. Comprendre les conséquences de la crise climatique sur les récupératrice·eur·s de matériaux, leurs stratégies d'adaptation et le type de soutien nécessaire est une première étape vers un meilleur dialogue entre ces travailleuse·eur·s et les entités gouvernementales. Les récupératrice·eur·s de matériaux ont besoin de soutien pour pouvoir mieux répondre aux conséquences de la crise climatique, et leurs propositions doivent être intégrées dans les plans de résilience urbaine.

WIEGO, en collaboration avec l'Institut urbain de l'Université de Sheffield, a mené une *étude* auprès de récupératrice·eur·s de matériaux dans trois villes brésiliennes, afin de documenter leurs points de vue sur les conséquences du changement climatique et les actions à entreprendre.

### Mônica Raquel Ribeiro de Souza, récupératrice de matériaux autonome à Belo Horizonte, au Brésil, parle de la difficulté de travailler lors de phénomènes climatiques extrêmes.

« L'année dernière, pas une fois, pas deux fois, mais plusieurs fois, le vent a tout balayé du lieu de stockage du matériel et tout a été mouillé. Le petit toit que nous avons construit au-dessus des chariots s'est effondré, et nous avons eu du mal à les sortir tous.

« Nous ne passons plus tout le matin dehors comme avant, parce que l'on ne peut pas [travailler] sans eau, sans toilettes, sous cette chaleur. Il n'y a presque pas d'ombre. Cela affecte nos revenus, parce que nous ne produisons pas autant. Avant, nous envoyions 300 kg tous les 15 jours. Maintenant, nous n'envoyons que 400 ou 500 kg en un mois. C'est une forte réduction.

« Un jour, un·e autre récupératrice·eur de matériaux m'a dit : "Mônica, j'ai la tête qui tourne à cause de la chaleur". Et moi, je lui ai dit : "Non, il faut arrêter parce que bientôt tu vas tomber et on n'aura même pas assez d'argent pour t'emmener aux soins médicaux." Alors, nous sommes parti·e·s. »

– Mônica Raquel Ribeiro de Souza



Mônica Raquel Ribeiro de Souza, récupératrice de matériaux autonome à Belo Horizonte, au Brésil. Crédit photo : Lina Mintz

Récupératrice·eur·s de matériaux

# Statistiques, recherches et analyses politiques : le cœur de notre travail

Nous élaborons des statistiques, menons des recherches et analysons les politiques publiques afin de fournir aux travailleuse-eur-s des arguments solides pour renforcer leur plaidoyer. Grâce à ces recherches rigoureuses et à nos relations étroites avec les organisations de travailleuse-eur-s, nous parvenons à influencer les débats et les décideuse-eur-s politiques pour améliorer les droits des travailleuse-eur-s.

## Recueil de données sur le coût de la vie, le financement de la protection sociale et les charges fiscales, pour soutenir le plaidoyer des travailleuse-eur-s

WIEGO a analysé **la crise du coût de la vie** à Accra, au Ghana, et à **Bangkok, en Thaïlande**, et a examiné comment l'inflation affecte les travailleuse-eur-s, leurs stratégies d'adaptation et les implications à long terme pour les travailleuse-eur-s et leurs ménages. En s'appuyant sur ces recherches, HomeNet Thaïlande a demandé au ministère du Travail de modifier et d'approuver une **réglementation ministérielle sur les travailleuses domestiques**. Cette réglementation, dont l'élaboration et l'approbation ont pris près de cinq ans, prévoit des allocations de maternité, un salaire minimum, des heures de travail limitées et d'autres droits pour les travailleuses domestiques. HomeNet Thaïlande a également appelé à ce que les travailleuses domestiques soient incluses dans le système de sécurité sociale obligatoire prévu par la loi sur la sécurité sociale de 2017. Le ministère s'est d'ailleurs engagé à développer les salons commerciaux afin de créer des opportunités de vente pour les travailleuse-eur-s à domicile, a accepté de mettre en place des prêts sans intérêt pour ces travailleuse-eur-s et a inclus des leaders des travailleuse-eur-s dans le sous-comité rétabli sur les contributions volontaires pour les travailleuse-eur-s de l'informel.

Notre **recherche continue sur l'économie de la protection sociale vise à contester les idées reçues sur l'économie informelle** et sur les travailleuse-eur-s de l'informel **qui ne sont d'aucun secours**. Nous avons **examiné la littérature** et commandé des recherches pour **faire évoluer le débat** autour de l'idée que les subventions à l'assurance sociale entraînent inévitablement une augmentation de l'emploi informel, une idée qui freine la mise en place d'une protection sociale universelle. Les conclusions ont été partagées dans des contributions écrites pour la **Banque interaméricaine de développement** et l'**Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)**.

Dans un contexte d'inflation et d'endettement croissant, les gouvernements des pays à revenu faible et intermédiaire sont en quête de fonds pour financer des programmes de développement social et économique. La hausse des contributions fiscales du secteur informel est ainsi devenue **un choix politique populaire**. Il repose souvent sur l'hypothèse erronée que les travailleuse-eur-s de l'informel ne paient pas d'impôts. Lors d'un **webinaire** avec l'OCDE, le Centre international pour la fiscalité et le développement et l'Institut de recherche statistique, sociale et économique de l'Université du Ghana, nous avons présenté les résultats de **notre étude**, révélant les nombreux impôts et redevances payés par les travailleuse-eur-s de l'informel à Accra. La Banque mondiale et l'OCDE ont toutes deux cité les recherches de WIEGO sur les charges fiscales du secteur informel dans leurs propres publications.



Kanyarat Panya, une travailleuse domestique à Bangkok, en Thaïlande. Crédit photo : Pattarapon Virat, WIEGO



Une travailleuse domestique à Mexico pendant la COVID-19. Crédit photo : César Parra

Travailleuses dom  
stiques

# Statistiques, recherches et analyses politiques : le cœur de notre travail

## Documentation des effets de la crise climatique et plaidoyer en faveur d'une Transition juste

L'année 2023 a été la plus chaude jamais enregistrée. Des centaines de millions de personnes ont connu des chaleurs extrêmes, un problème particulier pour les travailleuse-eurs de l'informel qui n'ont pas de logement adéquat et qui travaillent souvent à l'extérieur, sans abri face aux intempéries. L'impact de la crise climatique devient de plus en plus un enjeu de plaidoyer prioritaire pour les mouvements de travailleuse-eurs. Nous soutenons les organisations de travailleuse-eurs en menant des recherches pour faire connaître les conséquences de la crise climatique sur les travailleuse-eurs de l'informel, en particulier les travailleuse-eurs à domicile, les vendeuse-eurs de rue et les récupérateur-eurs de matériaux.

Nous avons **partagé les résultats** d'une **cartographie des expériences et des stratégies d'adaptation** des récupérateur-eurs de matériaux au Brésil face à des phénomènes météorologiques extrêmes survenus en 2023. Le **rapport** a amené la procureure de Minas Gerais à s'engager à utiliser **le calculateur d'émissions de gaz à effet de serre de WIEGO**, qui mesure les émissions évitées grâce aux récupérateur-eurs de matériaux. Après un dialogue dans le Forum municipal des déchets et de la citoyenneté – une plateforme multipartite composée de récupérateur-eurs de matériaux, de représentant-e-s des autorités locales, de la société civile et de WIEGO – le Forum s'est engagé à documenter les conséquences du changement climatique pour les coopératives de récupérateur-eurs de matériaux à Belo Horizonte. En 2024-2025, nous continuerons à cartographier les répercussions de la crise climatique et des conditions météorologiques extrêmes à Bangkok, à Delhi, à Lima et à Mexico, afin de favoriser la résilience et l'adaptation à ces phénomènes.

Dans le cadre d'une **nouvelle stratégie pour la santé des travailleuse-eurs** avec les récupérateur-eurs de matériaux et les vendeuse-eurs de rue, WIEGO a pris l'engagement d'élaborer des lignes directrices en matière de changement climatique et de santé à l'intention des gouvernements locaux afin de promouvoir la santé et la sécurité. La formation des travailleuse-eurs et la recherche sur la santé et la sécurité au travail dans différents secteurs contribueront à la sensibilisation à la santé et à la sécurité au travail. À Lima, WIEGO a élaboré des **recommandations** (en espagnol seulement) pour **aider les vendeuse-eurs de rue à prévenir les coups de chaleur et le stress thermique**. Elles ont été largement diffusées, notamment via le groupe WhatsApp des vendeuse-eurs de rue. Au niveau des politiques, nous visons à intégrer la santé et la sécurité au travail dans les systèmes de soins de santé primaires et publics.

Au niveau mondial, nous avons **soutenu les travailleuse-eurs dans le cadre des discussions de la Conférence internationale du Travail sur les transitions justes et la protection inclusive des travailleuse-eurs**, pour appeler à l'inclusion de celles et ceux de l'informel dans un processus de transition juste vers une économie neutre en carbone. La **résolution adoptée par la Conférence internationale du Travail** reconnaît qu'une transition juste est importante pour tous les pays, à tous les niveaux de développement, et pour tous les secteurs économiques. Cela implique la conception de stratégies cohérentes et intégrées pour faciliter la transition vers l'économie formelle et prévenir l'informalisation des emplois de l'économie formelle, en prêtant une attention particulière aux secteurs fortement touchés par les changements environnementaux et climatiques – ce qui représente une victoire pour les récupérateur-eurs de matériaux.

Lors de la troisième réunion sur le traité des Nations unies sur les plastiques, la nouvelle Alliance internationale des récupérateur-eurs (AIR) a parlé d'une seule voix avec d'autres syndicats internationaux de travailleuse-eurs dans **une déclaration commune en faveur d'une transition juste**.



Des récupérateur-eurs de matériaux dans la CIT sur les transitions justes et la protection du travail inclusive en juin 2023, à Genève. Crédit photo : Sofia Trevino, WIEGO  
Photo au fond : La coopérative Unicicla dans la ville de Nova União, au Brésil, en janvier 2020. Les infrastructures déficientes exacerbent les effets du changement climatique.  
Crédit photo : Murilo Godoy

# Statistiques, recherches et analyses politiques : le cœur de notre travail

## Plus de pouvoir et de visibilité pour les travailleuse·eur·s grâce à de meilleures statistiques, au leadership en matière de recherche et au plaidoyer :

En octobre 2023, la 21<sup>e</sup> Conférence internationale des statisticien·ne·s du Travail a adopté la [Résolution concernant les statistiques de l'économie informelle](#). Ceci représente le couronnement d'un effort tripartite de 5 ans par le Département des statistiques de l'Organisation internationale du Travail, avec l'étroite collaboration des membres de l'équipe des Statistiques de WIEGO. Dans cette nouvelle résolution, les normes antérieures pour les statistiques de l'économie informelle sont révisées et élargies, y compris les critères de classification des non-salarié·e·s dépendant·e·s et des travailleuse·eur·s familiales·aux collaborant à l'entreprise familiale, ce qui a permis d'améliorer les mesures. Il y est également proposé un cadre d'indicateurs pour guider l'élaboration des rapports nationaux.

La 21<sup>e</sup> session de la CIST a marqué son 100<sup>e</sup> anniversaire. WIEGO a occupé une place de choix dans la célébration, en intervenant lors du panel principal « Célébration des 100 ans de la CIST » et lors d'un événement parallèle sur l'inclusion du genre dans les statistiques sur l'informalité (« Engendering Informality Statistics »). Le rôle de WIEGO en tant que partenaire du Département des statistiques de l'OIT a été officiellement reconnu lors de la séance de clôture de la conférence.

Le programme des Statistiques a continué d'élaborer des notes d'information statistique pour mettre les données à la disposition des travailleuse·eur·s, des décideuse·eur·s politiques et d'autres usagère·er·s. Les notes sur [El Salvador](#), le [Mexique](#) et [l'Inde](#), ainsi que la [brochure](#) jointe à la note sur le Mexique, fournissent des données sur l'emploi informel et les groupes de travailleuse·eur·s prioritaires pour WIEGO, ainsi que sur les changements dans l'emploi résultant de la pandémie de la COVID-19.

Le programme a aussi répondu au besoin de meilleures données sur les récupératrice·eur·s de matériaux en préparant un document décrivant quatre efforts de collecte de données sur ces travailleuse·eur·s, intitulé [Statistiques sur les récupératrice·eur·s de matériaux : un guide d'études de cas](#). Les organisations des récupératrice·eur·s ont collaboré à chaque étape de ces processus. Ces travaux s'inscrivent dans le cadre d'une nouvelle initiative menée par la Division de statistique des Nations unies et ONU Femmes : Citizen Data. Le terme « Citizen Data » fait référence à l'implication directe des personnes ou de leurs organisations dans les différentes étapes de la production des données qui les décrivent et les concernent.



Des récupératrice·eur·s de matériaux dans le site d'enfouissement de Boitshepi, près de Johannesburg, en Afrique du Sud. Crédit photo : Jonathan Torgovnik/Getty Images Reportage

Récupératrice·eur·s de matériaux

# Statistiques, recherches et analyses politiques : le cœur de notre travail

## Soutien aux organisations de travailleuse·eur·s pour bâtir la résilience, l'unité et la durabilité

L'année 2023-2024 a été capitale, puisque des années de travail de renforcement du réseau ont été couronnées par les congrès internationaux de la **Fédération internationale des travailleuse·eur·s domestiques** (FITD), de **HomeNet International** (HNI) et de **StreetNet International** (SNI). Un quatrième congrès, celui de la **toute nouvelle Alliance internationale des récupératrice·eur·s** (AIR), était en phase finale de préparation. Cinquante organisations totalisant 460 000 membres se sont officiellement affiliées à l'AIR en 2023. Le premier congrès était prévu pour mai 2024.

Ces réseaux étant constitués, nous nous concentrons désormais sur le développement de formations thématiques et l'éducation des travailleuse·eur·s par le biais de l'École WIEGO, sur le soutien au développement organisationnel des réseaux mondiaux et sur le renforcement de la solidarité entre les secteurs, afin de faire entendre leur voix collective et d'exercer une influence sur les organes chargés de l'élaboration des politiques et des règlements qui conditionnent le travail et la vie des travailleuse·eur·s.

## Progrès de l'École WIEGO et soutien au développement organisationnel des réseaux de travailleuse·eur·s

L'École WIEGO a été fondée en 2022 pour permettre à WIEGO et aux réseaux mondiaux de travailleuse·eur·s de mettre en place des structures coordonnées et de concilier leurs visions afin d'élaborer des stratégies, de collecter des fonds, d'apprendre, de communiquer et de renforcer la capacité des leaders des travailleuse·eur·s à améliorer les conditions de l'emploi informel. Nous avons poursuivi la construction des bases de l'École WIEGO avec la nomination de sa coordinatrice et la mise en place d'un comité consultatif pour l'École WIEGO chargé de décider de son orientation stratégique, de sa structure et de ses priorités thématiques. L'École a organisé une formation sur la négociation collective qui a accueilli des participant·es de tous les secteurs et prévoit une formation sur la protection sociale en 2024-2025.

« Nous avons beaucoup appris, c'est enrichissant parce que la négociation collective implique des compétences. Pour pouvoir négocier ou débattre efficacement, il faut des compétences. »  
Evelyn Sampson, StreetNet International – Ghana

« Il est important de partager nos expériences dans cette école et de les mettre en œuvre dans chacun de nos territoires, pour améliorer les organisations dans nos pays »  
Victoria Moron – Ville focale de Lima, Pérou

« En tant que formatrice, j'ai beaucoup appris sur la négociation collective, ce qui va beaucoup m'aider. J'ai appris à découvrir d'abord les problèmes des travailleuses, puis à les convertir en revendications. Je vais pouvoir utiliser le matériel fourni par WIEGO pour former d'autres travailleuses. »  
Leah Munirat Yahya, FITD – Nigeria



Alberto Satana à la CIT, à Genève, en juin 2023. Photo au fond : Formation sur la collecte de fonds à l'île Maurice en 2023 avec les réseaux mondiaux de travailleuse·eur·s de l'informel. Crédit photo : Sofia Trevino, WIEGO

# Statistiques, recherches et analyses politiques : le cœur de notre travail

Les leaders et organisatrice-eur-s des travailleuse-eur-s ont également reçu une formation de base à la collecte de fonds et aux techniques de suivi, d'apprentissage et d'évaluation, afin d'améliorer la documentation de leur impact et de renforcer leur durabilité financière. En outre, WIEGO a lancé une formation à la communication en ligne via la plateforme RISE dans le but de soutenir les leaders des travailleuse-eur-s dans leur travail de plaidoyer. Pour garantir que l'ensemble des participant-e-s pouvaient accéder aux outils et les utiliser efficacement, nous avons fourni du soutien technique et des formations sur mesure, ainsi que des guides et des foires aux questions claires et accessibles en plusieurs langues. À la suite des retours positifs que nous avons reçus des participant-e-s, nous avons dirigé la création de cinq cours en ligne portant sur la culture numérique et de cinq autres sur la collecte de fonds.

## Formations thématiques pour renforcer le pouvoir collectif et la solidarité intersectorielle

Nos programmes ont organisé cette année des formations thématiques permettant aux travailleuse-eur-s de renforcer leur connaissance de l'économie sociale et solidaire et d'utiliser le dialogue social comme outil au niveau régional<sup>1</sup>.

Notre travail autour de l'**économie sociale et solidaire (ESS)** se concentre sur l'étude d'exemples d'ESS et sur le soutien aux organisations de travailleuse-eur-s lorsqu'elles cherchent à influencer les discussions mondiales sur la relation entre les travailleuse-eur-s de l'informel et l'ESS. Nous avons contribué à l'élaboration de la **Résolution 46 sur l'économie sociale et solidaire**, qui a été adoptée lors du 7<sup>e</sup> Congrès international de StreetNet afin de redoubler les efforts de promotion du concept auprès de ses membres. À la suite du Congrès, en novembre 2023, nous avons coanimé un atelier international avec StreetNet intitulé « ESS : la durabilité pour un avenir meilleur », qui a abouti à l'élaboration d'une stratégie de StreetNet en matière d'économie sociale et solidaire. Au niveau international, les liens avec l'Unité de l'économie coopérative, sociale et solidaire de l'OIT et RIPESS Intercontinental nous ont permis de participer à un séminaire de l'OCDE sur l'économie populaire en Amérique latine.

WIEGO travaille actuellement à la mise en œuvre de la Recommandation 204 de l'OIT sur la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle (R204) au niveau national en Afrique du Sud, au Brésil et au Sénégal. Au Brésil, WIEGO et des leaders des travailleuse-eur-s ont rencontré des décideuse-eur-s politiques et des fonctionnaires de l'OIT et leur ont présenté des propositions pour la mise en œuvre de la R204. Les différentes organisations de travailleuse-eur-s ont créé un organisme intersectoriel chargé de coordonner leur stratégie et d'élaborer une campagne. Leur travail témoigne d'un engagement multisectoriel fort et étendu en faveur de la mise en œuvre de la R204 par le gouvernement et le mouvement syndical.

## Renforcement de l'influence auprès des professionnel-le-s du droit et remise en cause des systèmes juridiques discriminatoires

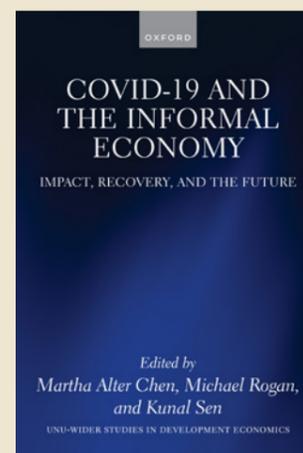
Les travailleuse-eur-s de l'informel sont souvent exclu-e-s du cadre normatif qui, lui, devrait reconnaître leurs droits. Mais les lois ne sont pas stationnaires et les changer est une manière primordiale pour ces travailleuse-eur-s de bâtir un pouvoir institutionnel. Le droit du travail, par exemple, tend à se concentrer sur la relation employeuse-eur-salarié-e et n'accorde pas beaucoup d'attention aux droits des travailleuse-eur-s

<sup>1</sup> Les détails de notre projet de recherche conjoint avec HomeNet de l'Asie du Sud-Est sur la situation du dialogue social inclusif dans le cadre de la protection sociale dans la région sont présentés dans la section « Victoires des travailleuse-eur-s ».

indépendant-e-s à s'organiser et à négocier collectivement. **L'engagement de WIEGO dans les forums sur le droit du travail** contribue à élargir la portée du droit du travail pour y inclure les travailleuse-eur-s indépendant-e-s en impliquant des universitaires et des praticien-ne-s de renom dans le domaine du droit du travail. Cela est essentiel pour créer une communauté juridique qui soutient les organisations de travailleuse-eur-s indépendant-e-s, comme les travailleuse-eur-s à domicile, les vendeuse-eur-s de rue et les commerçant-e-s de marché, ainsi que les récupérateur-eur-s de matériaux.

Au niveau régional, WIEGO, le Réseau latino-américain et caribéen de récupérateur-eur-s (REDLACRE) et les organisations de base partenaires continuent de **documenter les violations systématiques des droits humains commises à l'encontre des récupérateur-eur-s de matériaux** en Amérique latine et dialoguent avec la Commission interaméricaine des droits humains (CIDH) sur cette question. La Rapporteuse Spéciale sur les droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux de la CIDH a rendu visite à des récupérateur-eur-s au Mexique, au Costa Rica et au Panama au début de l'année 2023. Puis, à l'occasion de la fête du Travail, la CIDH a publié un communiqué de presse appelant les gouvernements d'Amérique latine à adopter des mesures spéciales pour garantir les droits des récupérateur-eur-s de matériaux. Dans un contexte de soutien croissant au sein de la CIDH, WIEGO a fait équipe avec REDLACRE, le Réseau international d'avocat-e-s assistant les travailleuse-eur-s (ILAW), la Fédération internationale des travailleuse-eur-s du secteur de transports et le Congrès des syndicats des Amériques pour déposer une soumission conjointe sur la situation des droits humains des récupérateur-eur-s de matériaux et des travailleuse-eur-s des plateformes numériques. Après des années de plaidoyer par WIEGO et les organisations de récupérateur-eur-s de matériaux, la Commission a tenu sa toute première **audience publique** sur les droits des travailleuse-eur-s de l'informel en juillet 2023. Ce fut une occasion cruciale pour les récupérateur-eur-s de matériaux de partager les difficultés qu'elles-ils rencontrent dans la concrétisation de leurs droits humains.

## Faits marquants de notre recherche :



La recherche est un pilier essentiel de la mission de WIEGO. UNU-WIDER et WIEGO ont lancé conjointement la publication **COVID-19 and the Informal Economy: Impact, Recovery and the Future** [La COVID-19 et l'économie informelle : impact, reprise et avenir], qui analyse les répercussions de la crise de la COVID-19 sur les travailleuse-eur-s de l'informel, examine si les plans et les régimes de reprise économique les intègrent et réfléchit à ce que pourrait être une reprise économique plus inclusive. Six des quatorze chapitres s'appuient sur les données de l'étude mondiale de WIEGO sur la crise de la COVID-19 et l'économie informelle. Le contenu de cet ouvrage a également été présenté dans un **cours en ligne ouvert aux masses (CLOM ou MOOC) d'UNU-WIDER**, tenu en août 2023, sur le développement durable et destiné aux décideuse-eur-s politiques.

Des **normes statistiques révisées** pour mesurer l'économie informelle ont été adoptées lors de la **Conférence internationale des statisticien-ne-s du Travail**. Ces normes renforceront la qualité et la disponibilité des statistiques sur l'emploi informel, les entreprises et les travailleuse-eur-s de l'informel dans le monde entier et permettront d'améliorer les estimations de la contribution de l'économie informelle au PIB des pays.

Le livre à paraître **Contested Urban Spaces: Urbanization, Law and Informal Work** [Espaces urbains contestés : urbanisation, droit et travail informel] par WIEGO et le Groupe de recherche international sur le droit et l'espace urbain (IRGLUS) explore comment le droit conditionne l'accès à l'espace urbain dont dépendent les vendeuse-eur-s de rue, les récupérateur-eur-s de matériaux, les vendeuse-eur-s de journaux et d'autres travailleuse-eur-s de l'informel pour préserver leurs moyens de subsistance. L'ouvrage réunira 28 auteurs, dont plusieurs appartenant à WIEGO, et abordera 15 juridictions du monde entier. Les auteur-e-s exploreront les lacunes et les points faibles des différents systèmes juridiques afin de comprendre comment la gouvernance juridique peut être repensée et remodelée pour parvenir à garantir la justice spatiale pour les travailleuse-eur-s de l'informel.

# Programmes clés de WIEGO



## Droit

Par définition, les travailleuse-eur-s de l'informel ne sont doté-e-s que d'une protection juridique insuffisante. Nous travaillons à la construction de l'infrastructure juridique nécessaire pour que les organisations de travailleuse-eur-s de l'informel changent cette situation. Notre travail comprend plusieurs éléments clés : l'inclusion de fortes organisations de travailleuse-eur-s qui déploient de manière créative des tactiques juridiques visant à bâtir un pouvoir collectif ; des cadres normatifs solides qui renforcent les protections et droits des travailleuse-eur-s de l'informel ; et des mécanismes efficaces soutenant l'interprétation, la mise en œuvre et le respect des lois.

Couvrant du local au mondial, les activités que nous entreprenons pour parvenir à ces objectifs suivent plusieurs voies : elles confient le droit aux travailleuse-eur-s, que ce soit comme bouclier ou comme épée, pour faire avancer leurs revendications ; elles soutiennent des avocat-e-s afin d'approfondir leur collaboration avec les travailleuse-eur-s de l'informel et leurs organisations ; et elles veulent persuader les personnes qui rédigent et influencent tant les lois que les politiques de promouvoir des réformes progressistes.



## Organisation et représentation

Les travailleuse-eur-s de l'informel s'organisent pour renforcer leur pouvoir, développer leurs compétences et faire entendre leur voix collective, dans le but d'améliorer leurs conditions de travail et de lutter pour la justice sociale pour toutes et tous.

L'organisation et la création d'une voix collective sont des conditions préalables pour que les organisations des travailleuse-eur-s revendiquent leur position en tant que partenaires de négociation. C'est pourquoi le programme d'Organisation et représentation aide les travailleuse-eur-s à construire des organisations de base solides et démocratiques, dirigées par les travailleuse-eur-s elles-mêmes, les femmes jouant un rôle central à cet égard.

Grâce à des recherches rigoureuses et à des outils éducatifs, ce programme veille à ce que les travailleuse-eur-s de l'informel renforcent leur confiance et leurs compétences, leur permettant ainsi d'atteindre leurs objectifs et de se faire reconnaître en tant que travailleuse-eur-s.

Nous visons également à consolider les liens entre les organisations de travailleuse-eur-s de l'informel, les mouvements syndicaux et les coopératives, tout en les connectant avec l'OIT et d'autres institutions internationales.



## Protection sociale

Les travailleuse-eur-s de l'informel ont besoin d'accéder à la sécurité sociale, qui les protège, les met à l'abri des risques pesant sur leurs revenus et les aide à tenir le coup après un événement ou un choc. Le programme de Protection sociale de WIEGO a pour mission d'aider les travailleuse-eur-s à accéder à ces droits grâce à des mécanismes d'aide au revenu inclusifs et à l'accès aux services publics et aux services sur le lieu de travail.



## Statistiques

Le programme de Statistiques vise à élaborer des statistiques officielles sur l'emploi informel et ses travailleuse-eur-s aux niveaux national, régional et international, et à rendre ces données largement accessibles, y compris au niveau de villes. Pour ce faire, le programme travaille directement avec les responsables de l'élaboration des statistiques officielles – les organismes statistiques aux niveaux national, régional et international – et les usagère-er-s, comme les organisations de travailleuse-eur-s de l'informel, les décideuse-eur-s politiques, les organisations non gouvernementales et les instituts de recherche.



## Politiques urbaines

Le programme de Politiques urbaines se concentre sur des actions qui rendent visibles l'ampleur et la contribution de l'économie informelle en milieu urbain, ainsi que sur les moteurs d'exclusion ou d'inclusion. Un volet de travail consiste à chercher l'intégration des travailleuse-eur-s de l'informel, dans des conditions favorables, aux systèmes de l'urbanisme, plus particulièrement, à la planification, à la mise en service d'infrastructures, à la gestion des déchets et aux services de détail et de l'alimentation.

Partout où nous travaillons, notamment au Brésil, en Afrique du Sud et en Inde, nous épaulons directement les processus d'intégration et nous travaillons en étroite collaboration avec les Villes focales de WIEGO. Notre travail s'effectue pour une bonne partie aux côtés des organisations de base des travailleuse-eur-s. Nous nous évertuons à accompagner leur travail de plaidoyer, à étayer les processus pertinents en matière de politiques publiques et à exercer une influence sur les principales communautés de pratique. Nous visons un cercle vertueux entre le niveau local et le niveau mondial, par lequel les réussites locales obtenues grâce aux données confectionnent les processus de politiques à l'échelle mondiale qui, à leur tour, viennent appuyer les acquis à l'échelle locale.

# Faits marquants des Villes focales

À **Dakar**, WIEGO soutient les travailleuse-eurs de l’informel dans leur lutte pour plus de droits et de protections, ainsi que pour des politiques publiques favorables. À ce jour, WIEGO centre son travail à Dakar sur les récupérateur-eurs de déchets organisé-e-s.

*Sensibilisation à la pollution côtière auprès des récupérateur-eurs de déchets et de la population locale à Dakar, au Sénégal. Crédit photo : Maguette Diop, WIEGO*



À **Accra**, WIEGO soutient un réseau local d’organisations de travailleuse-eurs représentant les vendeuse-eurs de rue et commerçant-e-s de marché, les kayayei (porteuses de charges sur la tête) et les récupérateur-eurs de matériaux. L’objectif consiste à obtenir une amélioration des droits et des protections, ainsi que des politiques publiques favorables.

*Un-e récupérateur-eur de matériaux travaille à Accra, au Ghana. Crédit photo : Dean Saffron*



À **Lima**, WIEGO soutient un réseau local d’organisations de travailleuse-eurs représentant les vendeuse-eurs de rue et commerçant-e-s de marché, les travailleuses domestiques, les récupérateur-eurs de matériaux, les porteuse-eurs de marché, les vendeuse-eurs de journaux et les cireuse-eurs. Le but est de travailler pour une amélioration des droits et des protections, ainsi que pour des politiques publiques favorables.

*Un-e vendeuse-eur de journaux à Lima, au Pérou. Crédit photo : Juan Arredondo/Getty Images Reportage*



À **Mexico**, WIEGO accompagne un réseau local d’organisations de travailleuse-eurs représentant les vendeuse-eurs de rue, les travailleuse-eurs non-salarié-e-s (divers groupes opérant dans l’espace public tels que les musicien-ne-s et les cireuse-eurs), les récupérateur-eurs de matériaux et les travailleuses domestiques. Notre intention est d’obtenir un accroissement de droits et de protections, ainsi que des politiques publiques favorables.

*Un-e vendeuse-eur de café à Mexico en 2020. Crédit photo : Dean Saffron*



## Progrès vers le renforcement de l’autonomie et de la durabilité des OB

À Dakar et à Accra, nous avons soutenu les récupérateur-eurs de matériaux organisé-e-s dans la réalisation de plusieurs avancées majeures en 2023-2024, tant au niveau du développement organisationnel que du renforcement des coopératives.

À Accra, l’Association des récupérateur-eurs de matériaux Kpone a réussi sa première transition de direction depuis sa création, et la coopérative « Green Waste Pickers » a élaboré avec succès une proposition logistique et financière pour la collecte des déchets à domicile, et a reçu plus de 50 000 USD de la fondation Or pour la mettre en œuvre.

À Dakar, l’Association des récupérateur-eurs de déchets de Mbeubeuss, connue sous le nom de Bokk Diom, a obtenu le soutien de la Confédération nationale des travailleuse-eurs du Sénégal (CNTS) pour former un syndicat – l’Union nationale des récupérateur-eurs de déchets du Sénégal – afin de permettre l’affiliation à la fédération syndicale.

*Des récupérateur-eurs de déchets organisé-e-s à Dakar, au Sénégal. Crédit photo : Maguette Diop, WIEGO*



## Actions de plaidoyer réussies pour contrer les actions punitives à l’encontre des travailleuse-eurs de l’espace public

Des milliers de vendeuse-eurs de rue de Lima travaillent dans les marchés du district de Comas. En septembre 2023, la municipalité a notifié à la plupart des marchés de rue qu’ils allaient être délogés. Le soutien juridique apporté par WIEGO a retardé le processus, mais l’un des marchés a été fermé la veille du Nouvel An par la destruction de la rue où il fonctionnait. Une marche organisée par les vendeuse-eurs de Comas, ainsi qu’une formation aux médias et d’autres formes de soutien fournies par WIEGO ont contribué à retarder les autres menaces d’expulsion et à créer un cadre propice au développement d’une solution durable.

À Mexico, le soutien de WIEGO à la sensibilisation aux droits des vendeuses de métro (appelées « wagoneras ») et de leur collectif a abouti à un changement significatif en termes de reconnaissance et de soutien. Leur collectif, *Leonas en Manada*, a suscité l’intérêt croissant d’autres organisations locales, de la Commission des droits humains de Mexico et de bailleuse-eurs de fonds susceptibles de collaborer avec les vendeuses de métro et de soutenir leur lutte. Ces avancées sont prometteuses d’une plus grande autonomie et d’un changement durable pour le collectif.

*Des vendeuse-eurs de rue travaillent à Accra, au Ghana. Crédit photo : Benjamin Forson*



## Transformation des mentalités grâce à une campagne multimédia innovante

Nous avons remporté des succès sans précédent avec la campagne *Lxs Rifadxs de la Basura* (Les intrépides des déchets), qui traite des luttes des récupérateur-eurs de matériaux « bénévoles » à Mexico. La mairie de Mexico a satisfait à l’une des principales revendications de la campagne, les institutions culturelles de la ville ont demandé des projections du documentaire de la campagne et un média de renom a commencé à publier un article périodique consacré aux moyens de subsistance des récupérateur-eurs de matériaux.

Le documentaire a été projeté au prestigieux festival du film documentaire Ambulante à Mexico et a été retenu comme l’un des préférés du public. Les récupérateur-eurs de matériaux ont été invité-e-s à parler du projet à la fin de chaque projection, ce qui a constitué un espace précieux pour partager leurs expériences et interagir avec les différents publics. Cela met en lumière l’importance capitale des problèmes rencontrés par les récupérateur-eurs de matériaux de la ville, dont la mairie considère comme « bénévoles », et amplifie encore leur voix et la portée du projet.

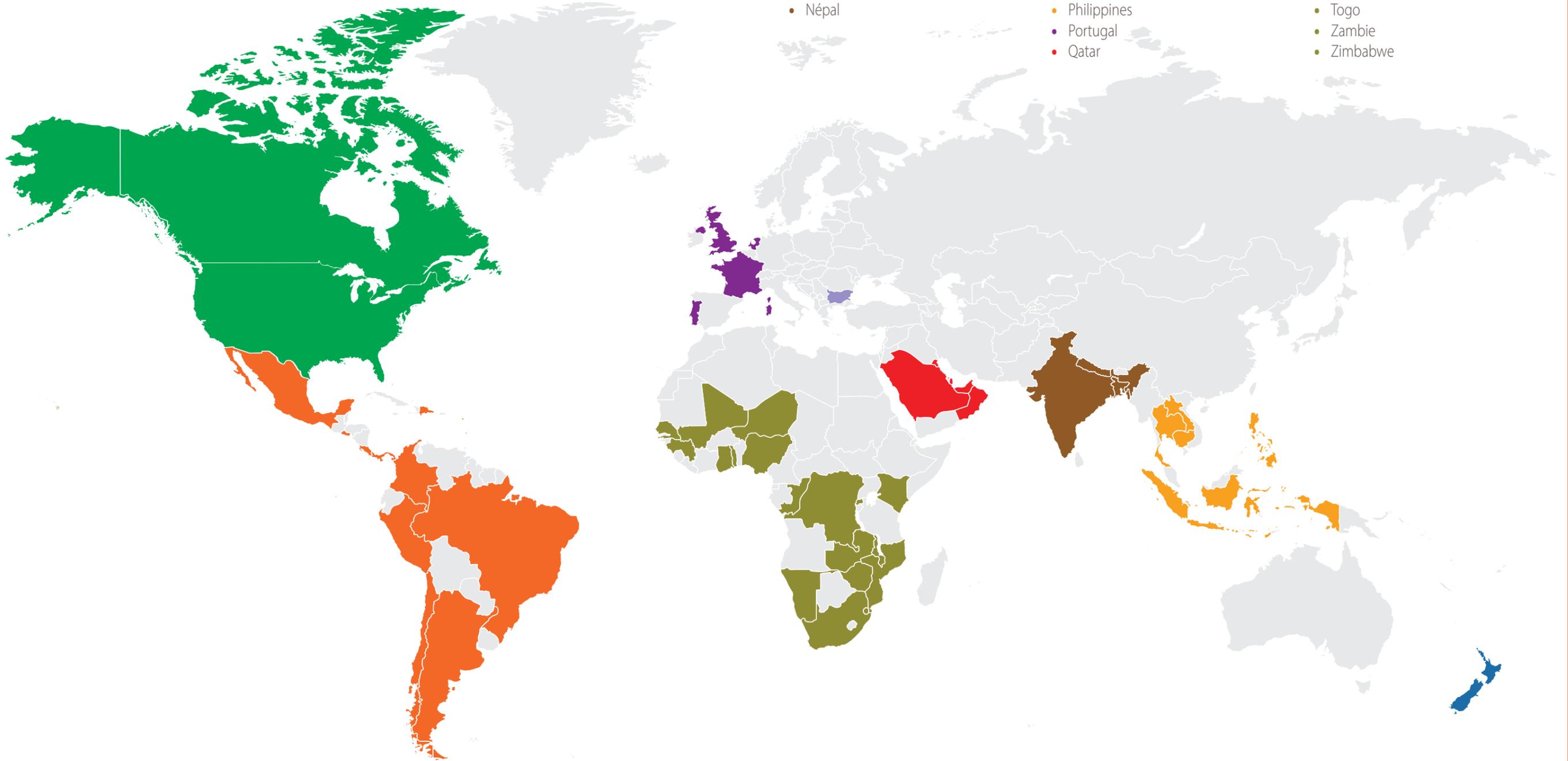
*Un-e récupérateur-eur de matériaux lit la bande dessinée créée pour la campagne Lxs Rifadxs. Crédit photo : Angie Queupumill*



# Présence active de WIEGO en 2023-2024

Cette liste comprend les pays où WIEGO compte des membres de l'équipe et des partenaires clés.

- Afrique du Sud
- Antigua-et-Barbuda
- Arabie Saoudite
- Argentine
- Bahreïn
- Bangladesh
- Brésil
- Bulgarie
- Cambodge
- Canada
- Chili
- Colombie
- Costa Rica
- El Salvador
- Émirats arabes unis
- États-Unis
- France
- Ghana
- Guinée
- Inde
- Indonésie
- Kenya
- Koweït
- Laos
- Malawi
- Mexique
- Mozambique
- Namibie
- Népal
- Niger
- Nigeria
- Nouvelle-Zélande
- Oman
- Panama
- Pays-Bas
- Pérou
- Philippines
- Portugal
- Qatar
- République démocratique du Congo
- République dominicaine
- Royaume-Uni
- Rwanda
- Sainte-Lucie
- Sénégal
- Thaïlande
- Togo
- Zambie
- Zimbabwe



# Publications et ressources

## L'essentiel des publications évaluées par les pairs

Les chercheur·e·s de WIEGO contribuent à des publications académiques évaluées par les pairs. Une liste détaillée d'ouvrages éditoriaux, de chapitres de livre, d'articles de journaux académiques et de documents de travail également soumis à un comité de lecture est à consulter sur [notre site web](#).



Alfers, Laura et Florian Juergens-Grant. 2023. *Social protection, the COVID-19 crisis, and the informal economy: Lessons from relief for comprehensive social protection* [Protection sociale, la crise de la COVID-19 et l'économie informelle : leçons tirées des aides pour une protection sociale intégrale]. Document de travail de WIDER 2023/93. Helsinki : UNU-WIDER.

## L'essentiel des séries de publications de WIEGO

Les **documents de travail** ont pour objet de présenter des recherches qui apportent une contribution empirique ou théorique aux connaissances actuelles sur l'économie informelle. Tous les documents de travail de WIEGO sont évalués par les pairs de l'équipe de recherche de WIEGO et/ou par des expert·e·s externes.



Orozco Corona, Mónica et Roberto Vélez-Grajales. 2024. *La protection sociale est-elle à l'origine de l'informalité ? Une revue critique de la littérature sur la relation entre protection sociale et l'emploi formel et informel*. Document de travail n° 48 de WIEGO.

Les **notes d'information** ont pour objet de fournir des documents faciles à utiliser pour les personnes impliquées dans les activités de plaidoyer, les politiques et la recherche sur l'économie informelle.



### Politiques publiques :

Dias, Sonia Maria, Ana Carolina Ogando, Vanesa Castán Broto, Breno Cypriano et Juliana Gonçalves. 2023. *Impacts du changement climatique et stratégies d'adaptation : les expériences des récupératrice·e·s de matériaux au Brésil*. Note d'information sur des politiques n° 29 de WIEGO

### Statistiques :

Ramírez, Tomás et Joann Vanek. 2023. *Répercussions de la COVID-19 sur l'emploi au Mexique, 2020-2023*. Note d'information statistique n° 37 de WIEGO.



### Organisation :

Assis, Mariana Prandini. 2023. « *C'est à qui le droit ? C'est à nous !* » : réflexions critiques sur la légalisation, le dialogue social et l'organisation des vendeuse·e·s de rue de São Paulo. Note d'information sur l'organisation (Droit) n° 15 de WIEGO.

### Réflexions sur le droit et l'informalité :

Espinosa-Sánchez, Tania. Les récupératrice·e·s de matériaux et les droits humains en Amérique latine. *Réflexions sur le droit et l'informalité* n° 8 de WIEGO.



Les **documents de référence** comprennent des analyses documentaires, des bibliographies commentées et des articles élaborés par WIEGO qui reflètent les résultats de nouveaux travaux empiriques. Ils apportent des renseignements pour soutenir le travail de plaidoyer, les politiques publiques ou les recherches sur des sujets spécifiques.

Reed, Sarah Orléans et Caroline Skinner. 2023. *La vente de rue et le commerce de marché pendant la crise de la COVID-19 : les voies des répercussions et de la reprise dans neuf villes*. Document de référence n° 38 de WIEGO.

## L'essentiel de la recherche sur les répercussions de la crise du coût de la vie sur les travailleuse·e·s de l'informel

WIEGO a mené des recherches qualitatives dans des villes telles que Bangkok, en Thaïlande, et Accra, au Ghana, à la suite de rapports alarmants sur les répercussions de la hausse des prix des denrées alimentaires et du coût de la vie sur les travailleuse·e·s de l'informel. Ce travail fait suite à la recherche conduite par WIEGO dans plusieurs villes sur les effets de la pandémie de la COVID-19 et de ses conséquences sur ces travailleuse·e·s partout dans le monde.

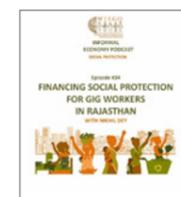


Valdivia, Marcela, Ana Carolina Ogando et Poonsap Tulaphan. 2024. *Seul·e·s à porter le fardeau : les effets de la crise du coût de la vie sur les travailleuse·e·s de l'informel à Bangkok, en Thaïlande*. Note d'information sur des politiques n° 30 de WIEGO.

### Protection sociale pour les travailleuse·e·s de l'informel : tendances et changements

WIEGO publie des notes d'information qui ont pour objet de soutenir les mouvements de travailleuse·e·s dans leurs efforts de plaidoyer en faveur de l'extension de la protection sociale aux travailleuse·e·s de l'informel.

Afshar, Cyrus. 2023. *Défis et stratégies pour hausser le financement de la protection sociale pour les travailleuse·e·s de l'informel*. Note d'information sur la protection sociale n° 7 de WIEGO.



### Podcast sur l'économie informelle : protection sociale

Cette série d'épisodes de podcast s'avère une source d'information facilement accessible et cherche à sensibiliser le public à la recherche et aux débats sur la protection sociale des travailleuse·e·s de l'informel.

Épisode n° 34 : Financer la protection sociale des travailleuse·e·s des plateformes numériques dans l'État du Rajasthan

Tous les documents de travail, notes d'information et documents de référence de WIEGO, qui font partie des séries de publications, peuvent être consultés sur le [site web](#) de WIEGO.

# Rapport financier : exercice clos le 31 mars 2024

## Gouvernance financière

Le Comité des finances est la sous-commission du Conseil d'administration de WIEGO chargée de superviser la gestion financière et l'audit des comptes afin d'assurer la durabilité et la viabilité de WIEGO dans l'avenir. Cela comprend la révision des budgets annuels, ainsi qu'un examen permanent des contrôles budgétaires et financiers pour réduire le risque d'une sous-utilisation ou d'un dépassement des dépenses et pour atténuer un manque éventuel de revenus au cours d'un exercice financier. Ce risque est en outre atténué par la constitution de réserves affectées en grande partie à l'Assemblée générale, qui se tient tous les quatre ans. Par conséquent, pour l'exercice financier en cours, une provision est constituée à hauteur de 125 000 USD, et des provisions seront constituées chaque année pour couvrir les coûts de l'Assemblée générale prévue en novembre 2026. De plus, les réserves libres s'élèvent, le 31 mars 2024, à 583 000 USD, qui seront utilisées pour maintenir les principaux programmes pendant une période de trois mois en cas d'incertitudes découlant de problèmes de financement ou d'autres incertitudes.

Le Comité des finances s'en remet au Conseil d'administration de WIEGO en ce qui a trait aux décisions finales concernant les budgets et la gestion des risques.

## Résumé financier

Pour l'exercice clos le 31 mars 2024, WIEGO a reçu une opinion sans réserve de ses auditeurs, Crowe UK LLP. Les chiffres présentés dans le résumé financier – notamment pour le bilan financier ainsi que pour les sources et l'allocation des fonds – ont été extraits des comptes statutaires, approuvés par le Conseil d'administration

le 21 août 2024. Les commissaires aux comptes ont confirmé au Conseil d'administration que ces extraits sont en adéquation avec les états financiers statutaires de l'exercice clos le 31 mars 2024.

Ces extraits pourraient ne pas contenir suffisamment d'informations pour permettre une compréhension complète des affaires financières de WIEGO. Il est donc recommandé de consulter les comptes statutaires complets, ainsi que le rapport des commissaires aux comptes et le rapport du Conseil d'administration. Ces documents sont disponibles auprès du secrétariat de la société, au siège social situé à Manchester, au Royaume-Uni. Les comptes statutaires complets seront également accessibles en ligne une fois que tous les dépôts réglementaires auront été effectués.

## Bilan financier

BILAN FINANCIER	2023-24	2022-23
	000 USD	000 USD
<b>ACTIF CIRCULANT</b>		
Montants à recevoir	718	1 186
Avoirs en banque	25 407	30 550
<b>ACTIF CIRCULANT TOTAL</b>	<b>26 125</b>	<b>31 736</b>
<b>CRÉANCIERS</b>		
Montants à payer	-3 663	-1 313
<b>ACTIFS NETS</b>	<b>22 462</b>	<b>30 423</b>
<b>FONDS</b>		
Fonds affectés	16 724	22 635
Fonds non affectés	5 738	7 788
<b>TOTAL</b>	<b>22 462</b>	<b>30 423</b>

Source : extrait des comptes statutaires

## Source et utilisation des fonds

Les recettes totales s'élèvent à 7,2 millions USD pour l'exercice clos le 31 mars 2024 contre 14,4 millions USD l'année précédente. Pour le même exercice, les ressources utilisées totalisent 15,1 millions USD, contre 13,2 millions USD l'année précédente.

## Sources des fonds

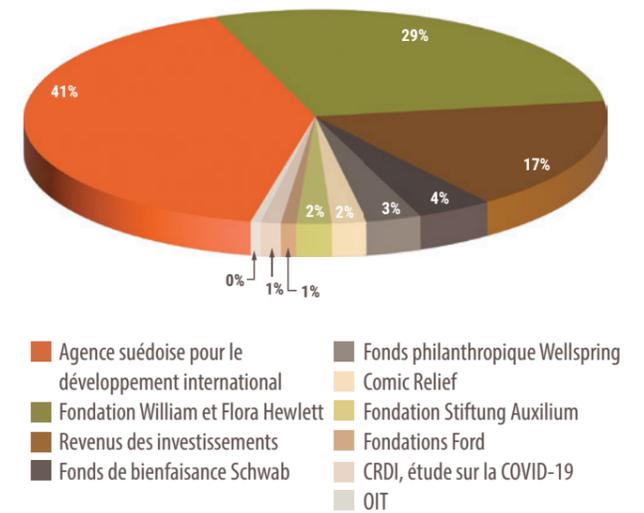
Au cours des vingt-sept dernières années, WIEGO a eu le privilège de bénéficier du soutien de multiples bailleuse-eurs de fonds dans ses efforts pour autonomiser les travailleuse-eurs de l'informel à travers le monde. Durant l'exercice clos le 31 mars 2024, WIEGO a reçu des fonds de dix-huit institutions. Par ailleurs, un montant de 1,1 million USD a été généré sous forme de revenu provenant d'intérêts, contre 617 000 USD l'année précédente, et est inclus dans la rubrique « Autres sources ».

WIEGO tient à remercier l'ensemble des organisations, des fondations et des gouvernements pour leur généreux soutien financier.

SOURCES DES FONDS	2023-24	2022-23
	000 USD	000 USD
Fondations Ford	49	296
Agence suédoise pour le développement international	2 770	2 684
Fonds de bienfaisance Schwab	250	125
Centre de recherches pour le développement international (CRDI), étude sur la COVID-19	89	185
Comic Relief	114	137
Fonds philanthropique Wellspring	200	200
Organisation internationale du Travail	15	10
Fondation Stiftung Auxilium	133	0
Fondation William et Flora Hewlett	2 000	2 900
Fonds National Philanthropic Trust	0	7 000
Revenus des investissements	1 143	617
Autres sources	389	249
<b>TOTAL</b>	<b>7 152</b>	<b>14 403</b>

Source : extrait des comptes statutaires

## Sources des fonds pour l'année 2023/24



## Utilisation des fonds

La stratégie de WIEGO est conçue de manière à maximiser l'allocation des ressources directement aux programmes afin d'atteindre les objectifs d'amélioration de la recherche, de plaidoyer politique et de renforcement des capacités. Il est important de souligner que 95 % des ressources ont été consacrées au soutien, tant direct qu'indirect, des organisations de base pour la planification, la mise en œuvre et le suivi des programmes.

## Utilisation des fonds pour l'année 2023/24





## Le travail de WIEGO

[Rapports annuels](#)

[Bulletin de WIEGO](#)

[Bulletin d'information de WIEGO pour les OB](#)

[Bulletins d'information sur le droit  
et l'économie informelle](#)

### Ressources en ligne de WIEGO



[Blogs](#)



[Videos](#)



[Webinars](#)

### Réseaux de médias sociaux de WIEGO



**RAPPORT ANNUEL**

**2023/2024**